



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
7 juin 2004
Français
Original: anglais

Session annuelle de 2004

14-23 juin 2004, Genève

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

Audit et contrôle internes

**Bureau des Nations Unies pour les services d'appui
aux projets (UNOPS) : rapport du Bureau de l'audit
et des études de performance du PNUD au Directeur
exécutif de l'UNOPS sur les services d'audit interne
en 2003***

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| I. Introduction | 2 |
| II. Exécution du plan d'audit annuel | 2 |
| III. Audit de gestion ou fonctionnel de projets ou groupes de projets | 3 |
| IV. Audit de gestion du siège ou d'une unité administrative hors siège, audit fonctionnel au siège ou dans une unité hors siège et audit informatique | 4 |
| V. Audit spécial des sommes à recevoir | 5 |
| VI. Audit des états financiers des activités de projet au titre de contrats de services de gestion .. | 5 |
| VII. Recommandations des auditeurs | 5 |

* La soumission du présent document a été retardée parce qu'il a fallu réunir des données très récentes afin de présenter au Conseil d'administration l'information la plus à jour possible.



I. Introduction

1. La vérification interne des opérations du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) est assurée par la Section de la vérification des comptes/services d'appui aux projets du Bureau de l'audit et des études de performance du PNUD, conformément à un mémorandum d'accord entre celui-ci et l'UNOPS, qui a pris effet le 1^{er} janvier 1997, ainsi qu'à la règle de gestion financière 103.02 du PNUD, applicable *mutatis mutandis* à la vérification interne des opérations de l'UNOPS.

2. La Section de la vérification des comptes/services d'appui aux projets compte 7 postes autorisés – 1 poste de chef, 5 postes de vérificateur des comptes et 1 poste d'assistant préposé à la vérification –, dont 4 étaient pourvus et les 3 autres vacants au 31 décembre 2003. Les postes pourvus étaient occupés par trois vérificateurs (dont l'un fait fonction de chef) et un assistant préposé à la vérification. Les postes vacants sont ceux du chef (depuis le départ à la retraite du titulaire en août 2002, le poste n'a pas été pourvu, à la demande de l'UNOPS) et de deux vérificateurs des comptes (dont l'un sera pourvu, l'autre étant gelé depuis le milieu de 2001).

3. La Section de la vérification des comptes/services d'appui aux projets a quitté en avril 2003 les locaux du PNUD occupés par le Bureau de l'audit et des études de performance dans l'immeuble DC-1 pour s'installer dans les locaux qu'occupe l'UNOPS dans l'immeuble Chrysler.

II. Exécution du plan d'audit annuel

4. Conformément au plan d'audit annuel approuvé pour 2003, comme suite aux demandes formulées par la direction de l'UNOPS pendant l'année considérée, le Bureau de l'audit et des études de performance a effectué au total 21 audits internes sur les activités opérationnelles au siège et sur le terrain, dont des activités au titre de contrats de services de gestion et autres contrats de services d'appui, comme indiqué dans le tableau ci-après.

Prestation de services d'audit interne en 2003, par type d'audit

| Type d'audit | En cours au 1 ^{er} janvier 2003 | Projets lancés | Rapport publié | En cours au 31 décembre 2003 |
|--|---|-------------------|-------------------|---------------------------------|
| Audit de gestion ou fonctionnel de projet ou groupe de projets | 2 | 6 | 7 | 1 |
| Audit de gestion de services du siège ou de services extérieurs, audit de fonctions au Siège et hors siège et audit informatique | 1 | 5 | 5 | 1 |
| Audit spécial | – | 1 | 1 | – |
| Audit des états financiers (contrats de services de gestion) | – | 9 | 8 | 1 |
| Total | 3 | 21 | 21 | 3 |

5. Le Bureau de l'audit et des études de performance utilise pour évaluer le contrôle interne des activités un système d'opinion d'audit type fondé sur trois catégories : satisfaisant, en partie satisfaisant et non satisfaisant. Pour les 21 rapports finals (dont 18 concernent des audits réalisés et achevés en 2003 et 3, des audits entrepris en 2002 et achevés en 2003), les opinions globales sont les suivantes:

- Satisfaisant – trois rapports
- En partie satisfaisant – huit rapports
- Non satisfaisant – un rapport
- Pas de notation – un rapport sur un audit spécial et les rapports sur les audits des états financiers de certaines activités de projets au titre de contrats de services de gestion, ces rapports entrant dans le cadre du système d'opinions d'audit types.

6. Les trois prochaines sections du présent rapport contiennent une brève récapitulation des principaux résultats des audits réalisés en 2003 et qui ont tous fait l'objet d'un rapport final ou d'un projet de rapport présenté à l'UNOPS aux fins d'observation avant sa mise au point définitive. Des résumés des trois audits en cours au début de 2003 figurent dans le rapport sur l'audit interne pour l'exercice 2002 (DP/2003/21) présenté au Conseil d'administration à sa session annuelle de 2003.

III. Audit de gestion ou fonctionnel de projets ou groupes de projets

7. Le Bureau de l'audit et des études de performance juge le niveau global du contrôle interne satisfaisant dans le cas de l'audit d'un groupe de projets au Kosovo et en partie satisfaisant pour les trois autres audits de projets, à savoir TAJ/95/002, PNG/98/002 et le groupe de projets exécutés en Afghanistan par la Division de l'Asie occidentale, des États arabes et de l'Europe.

8. Toutefois, certaines améliorations à apporter aux activités opérationnelles ont été décelées dans les domaines suivants : a) pour l'audit d'un groupe de projets au Kosovo, la principale recommandation tend à ce que la direction examine l'organigramme au Kosovo afin de faire en sorte que les clients considèrent l'UNOPS comme une entité intégrée axée sur les clients au lieu d'un ensemble d'unités distinctes se faisant concurrence; b) dans le cas du projet TAJ/95/002, il conviendrait d'établir un budget révisé tenant compte des réalités de financement en plus des objectifs et du volume de travail, comme indiqué dans le projet révisé de descriptif de projet; c) dans le cas du projet PNG/98/002, la révision du budget et le contrôle des dépenses doivent être surveillés de près, étant donné l'insuffisance du financement nécessaire pour les activités prévues; et d) pour ce qui est du groupe de projets en Afghanistan, un budget administratif annuel du groupe de prestation de services de l'UNOPS devrait être établi sur la base des besoins, afin de pouvoir surveiller et contrôler les dépenses générales liées à l'administration de l'entité; des recommandations ont également été formulées dans les domaines des engagements préalables à la réception des crédits des donateurs, des avances à recouvrer localement et de l'achat de biens et services.

9. Pour ce qui est des projets PNG/01/005 et RAF/98/G31 (sur la base du projet de rapport au 31 décembre 2003), le niveau global de contrôle interne de la gestion financière est jugé non satisfaisant. Dans le cas du projet PNG/01/005, les principales faiblesses tiennent aux révisions budgétaires (les contributions au titre du partage des coûts n'ont pas été comptabilisées en temps voulu), aux opérations d'un compte bancaire (absence d'habilitation et d'apurement) et à l'établissement de rapports financiers (absence de documentation et de rapports appropriés au niveau du lieu d'exécution du projet). Pour ce qui est du projet RAF/98/G31, les principales faiblesses concernent l'absence de rapports clairs et fiables sur les dépenses émanant des bureaux de projet dans deux pays de programme et l'absence d'un mécanisme satisfaisant pour le décaissement des fonds au niveau du projet.

IV. Audit de gestion du siège ou d'une unité administrative hors siège, audit fonctionnel au siège ou dans une unité hors siège et audit informatique

10. Selon le Bureau de l'audit et des études de performance, le niveau global de contrôle interne est satisfaisant dans le cas des audits fonctionnels des activités d'administration des prêts du Fonds international de développement agricole (FIDA), des procédures d'autorisation financière et du rapport global émanant des audits des états financiers des activités de projet au titre de contrats de services de gestion (projet de rapport au 31 décembre 2003). Le niveau global de contrôle interne est jugé en partie satisfaisant pour ce qui est de l'audit de gestion du groupe des achats du Kosovo et de l'examen des politiques en matière de technologies de l'information. Outre ces audits, la Section de la vérification des comptes/services d'appui aux projets a participé en qualité d'observateur, pendant la première moitié de l'année, aux réunions d'Enterprise Resource Planning tenues dans le cadre de l'UNOPS.

11. Si les audits de gestion ou audits fonctionnels ci-dessus ne soulèvent pas de difficulté majeure, des améliorations ont néanmoins été recommandées, comme dans les domaines suivants : a) pour ce qui est des activités d'administration des prêts du FIDA, le groupe de l'administration des prêts devrait se consacrer davantage à la liaison avec les clients, à la supervision des services de l'UNOPS au FIDA, au suivi de l'état des prêts, à la comptabilité centrale, à l'élaboration et à la normalisation des politiques et procédures internes de l'UNOPS, ainsi qu'à la formation et à l'encadrement du personnel de l'UNOPS pour ce qui est de l'administration des prêts; b) s'agissant du groupe des achats au Kosovo administré par le Bureau de Copenhague, une importante recommandation a été formulée au sujet du contrat de services d'achats avec la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo tendant à faire en sorte que tous les futurs contrats analogues soient assortis de clauses couvrant le coût des opérations suscitées par l'exécution des activités connexes, prévenir l'annulation arbitraire de l'accord et prévoir le remboursement du coût des activités d'achat en cas d'annulation ultérieure par la partie contractante; et c) pour ce qui est de l'examen des politiques en matière de technologies de l'information, des recommandations ont été formulées au sujet de la mise en place de politiques écrites régissant l'administration des barrières de sécurité et des routeurs, ainsi que de la désignation d'un responsable de la sécurité de l'information.

V. Audit spécial des sommes à recevoir

12. Un audit spécial des comptes à recevoir concernant le projet Heantos a été réalisé à la demande de la direction de l'UNOPS et du Comité de coordination de la gestion.

13. Il a été constaté qu'en décidant de poursuivre le projet Heantos malgré l'absence d'un accord régulier et de crédits suffisants, on a passé outre aux principaux contrôles internes prévus aux articles 5.4 et 5.5 du règlement financier de l'UNOPS. Il ressort d'un examen des dossiers que la décision de poursuivre le projet Heantos a été prise au niveau de l'ancien directeur exécutif, encore que rien n'indique que celui-ci y ait gagné financièrement. Il était également manifeste que le coordonnateur de projet menait des activités à l'appui de questions étrangères au projet Heantos. Enfin, il a été établi que l'intention de l'UNOPS d'ouvrir un crédit au titre d'une créance douteuse pour des sommes à recevoir de 557 196 dollars concernant le projet Heantos était raisonnable, étant donné l'incertitude entourant la possibilité de récupérer les frais engagés.

VI. Audit des états financiers des activités de projet au titre de contrats de services de gestion

14. Comme les années précédentes, le Bureau de l'audit et des études de performance a réalisé des audits d'états financiers d'activités au titre de contrats de services de gestion exécutés par l'UNOPS dans le cadre de protocoles d'accord passés entre les gouvernements emprunteurs et le PNUD dans le cas d'activités financées au moyen de prêts de la Banque mondiale. En 2003, des audits ont été réalisés pour cinq activités menées au titre de contrats de services de gestion, représentant des dépenses totales de 8,5 millions de dollars en 2002.

15. Des audits d'états financiers ont également été effectués pour : a) deux activités de projet au titre de contrats de services de gestion financés au moyen de prêts de la Banque mondiale, l'un au Cambodge (représentant des dépenses totales de 397 000 dollars en 2001-2002) et l'autre en Afghanistan (dépenses totales de 966 000 dollars en 2002), comme stipulé dans les accords conclus entre les gouvernements respectifs et l'UNOPS et b) une activité de projet au titre d'un contrat de services de gestion (représentant des dépenses totales de 393 000 dollars en 2002), financée par la Banque japonaise de coopération internationale au Pakistan, conformément à un accord conclu entre le Gouvernement et le PNUD;

16. Pour tous les audits d'états financiers réalisés en 2003, les auditeurs ont indiqué dans leur opinion que les états financiers présentaient une image fidèle de la situation financière au 31 décembre 2002 et des résultats de l'exercice clos à cette date. Ils ont également précisé que sur tous les points importants, les opérations étaient conformes aux autorisations de l'organe délibérant compétent.

VII. Recommandations des auditeurs

17. Les rapports d'audit publiés en 2003 contenaient 149 recommandations. Parmi ces recommandations, 48 avaient trait aux finances, 35 à l'administration (y compris la gestion des contrats et des marchés), 25 aux programmes, 23 aux questions

d'organisation et de structure, 10 aux questions de politique générale, 6 au personnel et 2 à la bureautique. On notera qu'en raison de leur caractère particulier et de leur objet, les 8 rapports d'audit sur des contrats de services de gestion à capitaux publics financés par la Banque mondiale et d'autres institutions ne comportent pas de recommandation.

18. En vertu d'un arrangement convenu entre l'UNOPS et le Bureau de l'audit et des études de performance, les services administratifs de l'UNOPS visés par les audits ont formulé par écrit leurs observations au sujet des projets de rapport d'audit en indiquant les mesures qu'ils avaient prises ou qu'ils comptaient prendre pour donner suite aux recommandations figurant dans les rapports. Comme en 2002, les services de l'UNOPS ont remis leurs observations après plus de trois semaines, à cause essentiellement du changement de la structure d'organisation et de la réduction des effectifs intervenus au cours de la période à l'examen.

19. L'UNOPS a fait part de ses observations sur les 146 recommandations. Il n'a désapprouvé qu'une seule d'entre elles : dans l'audit des projets exécutés au Kosovo, le Bureau de Copenhague de l'UNOPS a contesté la recommandation tendant à envisager de mettre en place des normes de service pour aider les clients à comprendre les calendriers de l'exécution des opérations d'achat. D'une manière générale, les observations indiquaient que des mesures avaient été prises ou étaient prises pour régler les problèmes relevés par les auditeurs et donner suite à leurs recommandations. Dans le cas de l'audit spécial des sommes à recevoir au titre du projet Heantos, le rapport d'audit final ne contient pas d'observations concernant les questions soulevées ni les trois recommandations formulées, étant donné la nature de l'activité.
